



Tribune

Alexandre Harmand

Le mardi 23 juin 2026, Paris

Lutte anti-moustiques : la France paie le coût de l'inaction préventive

Le moustique tigre est implanté dans 86 % du territoire français. Pendant que l'Italie, l'Espagne ou les États-Unis structurent des politiques de prévention vectorielle financées et coordonnées, la France continue de gérer l'urgence saison après saison. Ce retard a un coût économique réel.

Je dirige une entreprise spécialisée dans les solutions de lutte anti-moustiques. Je n'écris pas cette tribune pour défendre un produit, mais parce que je constate chaque jour, auprès des collectivités, des établissements de santé et des professionnels du tourisme, l'écart qui se creuse entre l'ampleur du problème et les réponses apportées. Cet écart a désormais une traduction économique que les décideurs publics ne peuvent plus ignorer.

Le moustique tigre poursuit sa progression sous l'effet du réchauffement climatique et de l'urbanisation. La France a enregistré ses premiers cas autochtones de dengue. Plus largement, l'Europe a recensé en 2026 un record de 304 cas autochtones, dont 83 en France métropolitaine. Dans le même temps, le moustique tigre s'est implanté dans 13 pays européens, contre 8 il y a dix ans. Le risque vectoriel n'est plus une menace émergente ; il est devenu une réalité durable.

Un coût économique largement sous-estimé

Le coût de l'inaction reste difficile à mesurer parce qu'il est dispersé. Il pèse sur les collectivités locales, qui financent des interventions répétées et des traitements d'urgence. Il affecte également le tourisme, les établissements de santé, l'hôtellerie de plein air ou encore les résidences seniors. Faute d'indicateur national consolidé, son poids réel demeure sous-évalué.

Pourtant, les acteurs économiques ont déjà intégré cette nouvelle donne. Le marché européen de la lutte contre les insectes représente plus de 5 milliards de dollars et devrait approcher les 8 milliards d'ici 2033. Cette progression traduit moins l'essor d'un secteur que l'installation durable d'un risque sanitaire auquel les territoires devront s'adapter.

Nos voisins ont commencé à le faire. L'Italie a renforcé en 2023 son plan national de surveillance des arboviroses. L'Espagne s'appuie sur des partenariats publics-privés dans les zones touristiques les plus exposées. Aux États-Unis, de nombreux districts anti-moustiques disposent de moyens dédiés et pérennes. Ces dispositifs sont différents, mais reposent sur la même logique : investir en prévention pour limiter les coûts futurs. La France, elle, continue principalement à réagir.

Des solutions disponibles mais insuffisamment déployées

Contrairement à une idée reçue, les solutions existent. Piégeage mécanique, gestion raisonnée des gîtes larvaires, méthodes biologiques comme l'utilisation de Wolbachia : ces approches ont été évaluées et produisent des résultats dans plusieurs pays. Elles répondent également aux attentes croissantes des citoyens en matière d'impact environnemental.

Si les moustiques concentrent autant d'efforts, c'est parce qu'ils constituent désormais l'enjeu principal du secteur. Ils représentent près de 29 % du marché européen de la lutte contre les insectes et plus de 62 % de la demande en produits répulsifs. Cette priorité reflète une réalité sanitaire et économique de plus en plus visible sur le terrain.

Leur déploiement se heurte néanmoins à plusieurs freins. Le cadre réglementaire reste largement conçu autour des traitements chimiques. Les collectivités disposent rarement de budgets dédiés à la prévention. Enfin, les données demeurent fragmentées entre territoires, limitant les retours d'expérience et l'efficacité des interventions.

Changer d'échelle

La France a besoin d'un véritable plan national de prévention vectorielle. Non pour centraliser les décisions, mais pour fournir un cadre cohérent aux territoires.

Trois mesures paraissent prioritaires. D'abord, adapter le cadre réglementaire afin de faciliter le recours aux méthodes non chimiques lorsqu'elles ont démontré leur efficacité. Ensuite, créer une enveloppe budgétaire spécifiquement dédiée à la prévention, distincte des financements mobilisés en situation d'urgence. Enfin, mettre en place une plateforme nationale de partage des données entre collectivités, agences sanitaires et opérateurs de terrain.

Le moustique tigre continuera sa progression. La question n'est plus de savoir si la France devra structurer une réponse préventive, mais combien lui coûtera le retard accumulé. Chaque été passé à gérer l'urgence renchérit la facture sanitaire, économique et environnementale. Investir en amont coûte moins cher que subir les conséquences de l'inaction.

Alexandre Harmand

Dirigeant et acteur français de la lutte anti-moustiques

Déclaration d'intérêts : l'auteur est dirigeant d'une entreprise commercialisant des dispositifs de lutte anti-moustiques. Les positions exprimées dans cette tribune portent sur les politiques publiques de prévention vectorielle et n'engagent pas de recommandation commerciale.

Note à la rédaction

Tribune d'environ 850 mots. Rubrique suggérée : Idées / Débats. Sources mobilisables : carte de surveillance Santé Publique France (2024) ; ECDC, rapport sur les arboviroses en Europe (2023) ; Piano Nazionale di sorveglianza e risposta alle arboviroli, Italie (mise à jour 2023) ; CDC, liste des mosquito districts, États-Unis.

Contact presse : Catherine AMSTERDAM. ca@amsterdamcommunication.fr. 02 43 94 01 71